

Kim la menace et Kim la provocation

Peut-on recommencer la guerre de Corée dont l'interruption n'a été sanctionnée par aucun traité de paix ?



Dans la nuit du 4 au 5 juillet, à trois heures trente, quatre puis cinq heures du matin et sept heures dix, heure locale (GMT 8), la Corée du Nord a procédé au tir de sept missiles dont un de type Taepodong 2 capable de toucher non seulement le territoire américain de l'Alaska mais aussi Hawaï et peut-être la Côte Ouest des Etats-Unis et les villes de Los Angeles et de San Francisco.

Les réactions ne se sont pas faites attendre : Le Japon en première ligne de tir, déjà inquiet depuis le tir de Taepodong 1 en 1998, les Etats-Unis également menacés ont émis de virulentes protestations non seulement par la voix de leurs gouvernements respectifs mais également par le truchement d'organismes de tous ordres de la société civile et évidemment par la voix de la presse. La plupart des pays d'Asie se sont sentis concernés et même la Chine, traditionnellement l'alliée de la Corée du Nord, a fait savoir à mi voix sa désapprobation. Un seul pays, le Vénézuéla s'est désolidarisé de la communauté internationale en soutenant Pyongyang. Les membres du Conseil de Sécurité y compris la Russie ont souligné la violation d'un moratoire sur les essais de missiles que le régime de Pyongyang avait signé en 1998 mais qu'il avait dénoncé en 2005. A la demande du Japon, le Conseil de Sécurité des Nations Unies s'est réuni le 4 juillet à 10h. (heure de New York) mais le 6 juillet, force était de constater qu'on n'était pas parvenu à un accord, la Chine refusant toute sanction. Kim Jong Il faisait par ailleurs connaître sa volonté de lancer de nouveaux missiles et brandissait la menace de représailles en cas de sanctions de la part des Nations - Unies.

Quel est le sens de ce qui est pour la Maison Blanche une provocation de plus de la part des Nord Coréens, mais que les Japonais considèrent comme une véritable menace ?

Il convient de préciser que Pyongyang n'est en rien un régime farfelu et désordonné. La politique stalinienne de Pyongyang, faite d'une alternance de menace militaire et de diplomatie, suit une ligne directrice bien précise selon une tactique communiste connue : deux pas en avant, un pas en arrière. L'imprévisibilité du bond en avant comme celle de la reculade prend en général les partenaires adversaires à contre-pied. Ce n'est pas la première fois que Kim Jong Il manœuvre ainsi à contre-courant et provoque ou menace au moment où on ne s'y attend pas. En septembre 2005, la diplomatie Nord Coréenne avait brusquement quitté à Pékin la table des négociations des six, Chine, Russie, Japon, Corée du Sud, Etats-Unis et Corée du Nord, dont les propositions orchestrées par la Chine tendaient à exiger de Pyongyang un arrêt de la fabrication de plutonium en échange de centrales nucléaires difficilement utilisables pour la production de matériels militaires. Cette proposition ne recueillait pas l'aval des Etats-Unis qui l'avaient acceptée pour l'Iran. On ne peut s'empêcher d'évoquer ici la similitude de situation entre la position de la Corée du Nord et celle de l'Iran. Au grand déplaisir de Washington, à l'annonce du tir coréen, Téhéran a suspendu unilatéralement les négociations en cours sur son propre programme nucléaire.

La provocation de Pyongyang a entraîné en cascade une série d'initiatives de blocages à l'égard d'un pays qualifié naguère de voyou par G.W. Bush. Cette épithète que d'aucun avait trouvée exagérée, reflète désormais le point de vue des pays concernés.

Au Japon, le risque d'un bouleversement de la politique de défense n'est plus à exclure et les plus radicaux vont désormais disposer de nouveaux arguments pour demander la révision de la constitution pacifiste adoptée en 1946. Les sanctions immédiates prises par Tokyo contre la Corée du Nord, notamment la décision de supprimer le ferry régulier qui assurait la liaison entre les deux pays, montre bien la détermination japonaise.

En Corée du Sud, on veut encore croire que le dialogue n'est pas rompu. Séoul a adopté depuis quelques années un équivalent de l'« ostpolitik » allemande du Chancelier Brandt. Ce tir remet en cause une coopération entre les deux Corées que les Etats-Unis ont toujours considéré avec méfiance. Mais les Etats-Unis ne disposent que de peu d'options pour ramener le dictateur de Pyongyang à la raison ; les sanctions économiques ne pourraient être efficaces que si la Chine appliquait une résolution commune. Or, Pékin, bien qu'embarrassé, demeure hostile à toute sanction. Un projet de résolution présenté par le Japon est estimé trop contraignant par la Chine et la Russie, même si l'ensemble des membres permanents a estimé indispensable une résolution très ferme.

Le dictateur Nord Coréen agit au mépris de la majorité de l'opinion internationale car il poursuit un objectif précis : forcer les Américains à engager avec lui une négociation en tête à tête que Washington a toujours refusée, se contentant de participer au dialogue dans le cadre de la diplomatie engagée sous les auspices de la Chine.

Certains observateurs pensent que les rodomontades de Kim Jong Il et l'apparente panique diplomatique qui a suivi les tirs de missile, s'apparentent plus à une gesticulation à la limite du ridicule compte tenu de l'avancement de missiles qui sont loin d'être au point. Le missile Taepodong 2 s'est abîmé en mer 45'' secondes à peine après son lancement. Quant aux missiles à moyenne portée, les militaires Nord Coréens savent que si l'un d'entre eux atteignait un objectif en Corée du Sud ou au Japon, la riposte serait immédiate et foudroyante. C'est Kim Jong Il lui-même qui a livré la clé de sa conduite aberrante à un journaliste sud coréen, peu de temps après le lancement de Taepodong 1 en 1998 en affirmant en substance que son but n'était pas d'engager une guerre dans la mesure où la riposte américaine détruirait son pays, mais d'amener Washington à lui parler. Pour le moment, cette tactique n'entre pas dans les intentions de G.W. Bush. Sous la pression des faucons de son entourage, il pencherait plutôt pour une intervention militaire. Mais peut-on recommencer la guerre de Corée dont l'interruption n'a été sanctionnée par aucun traité de paix ?

Jean-Claude Courdy

www.geopolitis.net